

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.301/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 22 avril 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 24 juin 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.301/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 april 2002 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft op 24 juni 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Les articles 12 et 13 de la loi en projet ont déjà fait l'objet d'un examen de la section de législation du Conseil d'Etat. En effet des dispositions similaires ont été insérées dans un avant-projet de "loi-programme" soumis à l'avis du Conseil d'Etat le 29 avril 2002 ⁽¹⁾.

Par une lettre du 13 mai 2002, le Ministre de la Défense a fait savoir que l'examen du Conseil d'Etat concernant le présent avant-projet de loi, ne devait plus inclure l'article 12 de l'avant-projet.

Ainsi que l'a confirmé l'officier délégué, le même raisonnement vaut pour l'article 13 de l'avant-projet.

En conséquence, les articles 12 et 13 de l'avant-projet ne seront pas examinés, le Conseil d'Etat ayant épuisé sa compétence d'avis.

OBSERVATION GENERALE

L'avant-projet de loi apporte plusieurs modifications à la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, d'une part en vue d'améliorer le régime syndical à l'armée et d'autre part en vue de répondre aux objections soulevées par la Cour d'arbitrage concernant certaines dispositions de cette loi.

Dans son arrêt n°141/2001 du 6 novembre 2001, la Cour d'arbitrage a jugé, sur une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat, que l'article 15 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, méconnaissait les articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 182 de la Constitution.

⁽¹⁾ Avis 33.342/1/3/4, donné le 3 mai 2002.

La loi en projet contient en son article 12 une nouvelle version de cet article 15 mais, pour les raisons qui ont été exposées dans l'observation préalable, celle-ci ne sera plus examinée.

Par ailleurs, dans un arrêt n° 70/2002 du 18 avril 2002, la Cour d'arbitrage a eu à examiner la compatibilité des articles 5, 8, 10 et 14 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, à la suite d'une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat.

Dans son arrêt, la Cour relève qu'

"B.11. Il s'ensuit que l'article 5, 1°, de la loi du 11 juillet 1978 ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il accorde une représentativité de droit aux organisations syndicales affiliées à une organisation syndicale représentée au C.N.T., pour autant que le législateur veille en outre à compléter la liste des organisations syndicales représentatives en y ajoutant un nombre suffisant d'organisations qui justifient d'une réelle représentativité de fait.

A cet égard, il paraît disproportionné par rapport au but poursuivi de n'admettre à siéger, à côté des organisations affiliées à une organisation syndicale représentée au C.N.T., qu'une seule organisation syndicale, quelle que soit la manière dont se répartissent les affiliations entre les différentes organisations.

(...)

B.22. Il s'ensuit que les articles 8, 10 et 14 de la loi du 11 juillet 1978 sont incompatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que les organisations syndicales représentatives qu'ils visent ne sont que celles mentionnées à l'article 5 actuel de la loi.

Il en irait autrement si l'article 5 de la loi définissait les organisations considérées comme représentatives en fonction de critères non discriminatoires, échappant aux reproches formulés en B.11 à B.14".

Ainsi que le souligne la Cour d'arbitrage, l'article 5, 2°, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en octroyant la qualité d'organisation syndicale représentative uniquement à l'organisation syndicale militaire agréée ayant le plus grand nombre d'affiliés cotisants en service actif parmi les organisations syndicales professionnelles.

.../...

Or, la loi en projet ne répond pas à cette objection qui touche à l'essence même du régime syndical à l'armée.

Interrogé sur ce point, l'officier délégué a transmis au Conseil d'Etat par télécopie un amendement que le Gouvernement a déposé à la Chambre des représentants lors du débat relatif à l'avant-projet de "loi-programme" précité et qui tend à remplacer l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

La nouvelle version de l'article 5 a comme conséquence que seront considérés comme représentatifs non seulement les syndicats agréés qui sont affiliés à un syndicat représenté au Conseil national du Travail mais également les autres syndicats agréés dont le nombre d'affiliés cotisants en service actif s'élève au moins à 5 % du nombre de militaires en service actif au sein des forces armées . La justification de cet amendement fait clairement apparaître qu'il s'agit d'une modification répondant à l'arrêt n° 70/2002 de la Cour d'arbitrage, la volonté étant d'accorder la représentativité à plusieurs syndicats "professionnels" en leur permettant de siéger non seulement au sein du comité de négociation mais également au sein du haut comité de concertation, du comité du contentieux et en leur accordant les prérogatives reprises à l'article 14 de la loi du 11 juillet 1978, précitée. Toutefois, un seuil de représentativité fixé à 5 % a été retenu afin d'éviter que tous les syndicats "professionnels" ne puissent se prévaloir des prérogatives réservées aux organisations syndicales représentatives.

Eu égard à ce débat parlementaire en cours, il y a lieu d'examiner l'avant-projet de loi en tenant compte de cette importante modification.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 3

L'article 4, § 3, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, est complété afin de spécifier que la délégation de l'autorité pourra également comprendre des experts. Une telle disposition existe déjà pour les délégations des syndicats représentatifs. Toutefois, l'article 4, § 2, alinéa 2, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, précise qu'il appartient au Roi de déterminer la procédure et les limites dans lesquelles ces syndicats peuvent, lors de négociations, se faire assister par des experts de leur choix. Il conviendrait que cette habilitation au Roi soit également d'application lorsqu'il s'agit des experts accompagnant la délégation de l'autorité.

Comme en a convenu l'officier délégué, la disposition en projet sera complétée sur ce point.

Article 4

Cette disposition de l'avant-projet modifie l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978, précitée. Cette modification est cependant mineure par rapport à l'amendement déposé par le Gouvernement dont il est question dans l'observation générale.

Eu égard à ce débat parlementaire en cours, la modification apportée à l'article 5 par le présent avant-projet est incomplète. En conséquence, le Conseil d'Etat n'étant pas saisi d'un texte définitif, il s'abstiendra de l'examiner.

.../...

Articles 5 et 6

L'article 5 de l'avant-projet modifie l'article 7 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, afin de rendre compétent le haut comité de concertation pour les matières visées à l'article 4 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. Toutefois, la disposition en projet précise que cette compétence ne pourra s'exercer que dans les matières que "le Roi détermine, dans les cas et aux conditions déterminées par le Roi".

Interrogé sur le sens de cette habilitation donnée au Roi ainsi que sur celle contenue dans l'article 6 de l'avant-projet, l'officier délégué a répondu que le haut comité de concertation interviendra pour certaines mesures en matière de bien-être et que les comités de concertation de base interviendront pour d'autres mesures. En réalité, comme l'a souligné l'officier délégué, les modifications en projet sont étroitement liées à un projet d'arrêté royal qui est en cours d'élaboration et qui concerne les mesures spécifiques prises pour assurer le bien-être des militaires, conformément à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3 de la loi du 4 août 1996, précitée.

Par ailleurs, selon l'article 7, § 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, la concertation ne concerne que des projets de règlements militaires; or, les mesures visées à l'article 4 de la loi du 4 août 1996, précitée, sont réglées par le Roi. La question qui se pose est dès lors de savoir si ces arrêtés royaux qui ont souvent une portée générale qui concerne l'ensemble des employeurs et des travailleurs, vont devoir faire l'objet au préalable d'une concertation syndicale au sein des forces armées dès lors que les mesures entreprises sont rendues applicables aux militaires. Or, la loi du 4 août 1996, précitée, a institué le Conseil supérieur pour la prévention et la protection du travail qui est notamment composé de représentants des organisations d'employeurs et des représentants des organisations de travailleurs et qui est compétent pour donner son avis sur toutes les mesures prévues par la loi précitée.

Le Conseil d'Etat s'interroge dès lors sur la manière de concilier les dispositions de cette loi avec l'article 7 en projet de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

.../...

Article 7

1. Dans le paragraphe 3bis, alinéas 1^{er} et 3, en projet, il convient de remplacer, de l'accord de l'officier délégué, les termes "une requête" par les termes "un recours".

2. Il convient d'écrire "15" et "60" en toutes lettres.

Article 8

L'article 8 de l'avant-projet reprend l'essentiel de l'article 11 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, en "supprimant la possibilité de demander un contrôle intermédiaire de la représentativité pendant la période considérée de 6 ans".

Il ressort du commentaire de cette disposition que

"Cette modification est inspirée par le fait que la disposition actuelle permet qu'une demande de contrôle de la représentativité soit introduite chaque année, alors que les résultats du comptage font apparaître a posteriori qu'aucun changement conséquent ne s'est produit quant au nombre d'affiliés, tel qu'il aurait pu provoquer une modification en ce qui concerne le syndicat considéré comme représentatif.

Afin d'éviter que de telles procédures injustifiées soient entamées, cette disposition est modifiée de la façon proposée".

Le Conseil d'Etat se demande cependant si la suppression du contrôle intermédiaire de représentativité se justifie encore compte tenu du seuil de représentativité qui est consacré dans l'amendement du Gouvernement précité remplaçant l'article 5 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, ce seuil étant fixé à 5 % du nombre de militaires en service actif au sein des forces armées.

Un tel seuil implique en effet que des syndicats simplement agréés soient demandeurs d'un nouveau comptage, pas trop éloigné dans le temps, afin d'obtenir la qualité de syndicat représentatif.

.../...

Par ailleurs, pendant ce délai de six ans, il se pourrait également que les organisations syndicales ayant été reconnues comme syndicats représentatifs, ne remplissent plus la condition des 5 % et qu'elles continuent néanmoins à bénéficier des prérogatives des syndicats représentatifs.

Article 10

1. Cette disposition remplace l'article 12, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 11 juillet 1978, précitée, afin d'autoriser l'agrément de syndicats qui sont liés aux syndicats de police belges ou à des syndicats des services publics de secours et de sécurité ainsi qu'à des associations internationales de syndicats défendant les intérêts de militaires étrangers ou d'anciens militaires étrangers qui "par leurs statuts, actions ou programme, ne vont pas à l'encontre des principes de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le respect de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne trouverait à s'appliquer que dans ce cas particulier.

Comme en a convenu l'officier délégué, cette condition pourrait devenir une condition à part entière de l'octroi de l'agrément.

Cette disposition prévoit également que les syndicats précités doivent avoir publié leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables au Moniteur belge.

2. Interrogé sur la manière dont cette exigence devra être remplie pour des syndicats étroitement liés à des associations internationales, l'officier délégué a expliqué que seuls les statuts du syndicat belge devront être publiés au Moniteur belge. La volonté est toutefois de vérifier l'identité de l'association internationale et de ses membres dirigeants ainsi que les activités qu'elle mène.

Comme en a convenu l'officier délégué, la disposition en projet devrait être complétée sur ce point afin que les autorités militaires belges puissent demander au syndicat qui sollicite l'agrément qu'il fournisse tous les documents nécessaires au contrôle des activités de l'association internationale.

Article 11

Cette disposition apporte des modifications à l'article 14 de la loi du 11 juillet 1978, précitée, en y insérant notamment un 5°. Interrogé sur la portée de l'habilitation donnée au Ministre de la Défense, l'officier délégué a indiqué que le Ministre de la Défense est compétent pour déterminer les modalités matérielles suivant lesquelles, un syndicat représentatif pourra publier un article dans un périodique d'information propre aux forces armées (le nombre de lignes disponibles, la périodicité de la publication ...).

Toutefois, il ressort également des explications de l'officier délégué que le Ministre de la Défense doit être en mesure de contrôler le contenu des articles afin d'éviter de dénaturer l'objet du périodique qui doit rester un périodique d'information.

S'agissant d'une matière qui touche à la liberté d'expression, il appartient au législateur de régler cette dernière question.

Article 11

Au 1°, il y a lieu d'écrire : "(...) et sous réserve de l'application des dispositions du règlement de discipline, (...)".

Articles 12 et 13

Il est renvoyé à l'observation préalable.

.../...

Observations finales d'ordre légistique et linguistique concernant la version
néerlandaise du projet

Sous réserve des observations de fond faites dans le présent avis, quelques propositions de texte sont formulées ci-dessous à titre d'exemple :

Article 1^{er}

Conformément à la légistique formelle, il y a lieu de remplacer "bedoeld in" par "als bedoeld in".

Article 7

A l'article 10, § 3bis, alinéa 2, en projet, mieux vaut écrire "kennisgeving" au lieu de "betekening" et à l'alinéa 3, "aanhangigmaking" au lieu de "vatting".

Article 11

A l'article 14, 2°, en projet, il y a lieu d'écrire "tests" au lieu de "proeven".

Article 12

On évitera l'adjectif "syndicaal". A ce sujet, voir également l'article 2, alinéa 2, du projet. Il serait du reste plus correct d'employer le terme "rechtspositioneel" au lieu de "statutair". Sur ce dernier point, voir Van Dale, GWNT, au mot "statutair".

VOORAFGAANDE OPMERKING

De artikelen 12 en 13 van de ontworpen wet zijn reeds onderzocht door de afdeling wetgeving van de Raad van State. In een voorontwerp van "programmawet", dat op 29 april 2002 om advies is voorgelegd aan de Raad van State, staan immers soortgelijke bepalingen ⁽¹⁾.

In een brief van 13 mei 2002 heeft de Minister van Landsverdediging laten weten dat de Raad van State artikel 12 van het onderhavige voorontwerp van wet niet meer hoeft te onderzoeken.

Zoals de gemachtigde officier heeft bevestigd, geldt dat ook voor artikel 13 van het voorontwerp.

Bijgevolg worden de artikelen 12 en 13 van het voorontwerp niet meer onderzocht, aangezien de Raad van State zijn adviesbevoegdheid heeft uitgeput.

ALGEMENE OPMERKING

Bij het voorontwerp van wet worden verscheidene wijzigingen aangebracht in de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, enerzijds om het vakbondsbestel bij het leger te verbeteren en anderzijds om tegemoet te komen aan de bezwaren die het Arbitragehof tegen sommige bepalingen van die wet heeft geopperd.

In zijn arrest nr. 141/2001 van 6 november 2001 heeft het Arbitragehof in verband met een prejudiciële vraag van de Raad van State geoordeeld dat artikel 15 van de genoemde wet van 11 juli 1978 in strijd is met de artikelen 10 en 11, juncto artikel 182 van de Grondwet.

⁽¹⁾ Advies 33.342/1/3/4 van 3 mei 2002.

Artikel 12 van de ontworpen wet bevat een nieuwe versie van dat artikel 15, maar om de redenen die in de voorafgaande opmerking zijn vermeld, wordt die versie hier niet meer behandeld.

In een arrest nr. 70/2002 van 18 april 2002 heeft het Arbitragehof naar aanleiding van een prejudiciële vraag van de Raad van State bovendien onderzocht of de artikelen 5, 8, 10 en 14 van de genoemde wet van 11 juli 1978 verenigbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

In zijn arrest merkt het Arbitragehof het volgende op :

"B.11. Daaruit volgt dat artikel 5, 1°, van de wet van 11 juli 1978 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet schendt doordat het een representativiteit naar recht toekent aan de vakorganisaties die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die in de N.A.R. vertegenwoordigd is, op voorwaarde dat de wetgever erop toeziet dat de lijst van de representatieve vakorganisaties wordt aangevuld met een voldoende aantal organisaties die een reële feitelijke representativiteit hebben.

In dat opzicht lijkt het onevenredig ten opzichte van het nagestreefde doel slechts één vakorganisatie, naast de organisaties die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die in de N.A.R. vertegenwoordigd is, toe te staan zitting te hebben, ongeacht de wijze waarop het aantal leden tussen de verschillende organisaties is verdeeld.

(...)

B.22. Daaruit volgt dat de artikelen 8, 10 en 14 van de wet van 11 juli 1978 niet bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in zoverre de representatieve vakorganisaties waarop zij betrekking hebben alleen die zijn welke zijn vermeld in het huidige artikel 5 van de wet.

De situatie zou anders zijn indien artikel 5 van de wet de vakorganisaties die als representatief worden beschouwd zou definiëren op grond van niet-discriminatoire criteria, waardoor het zou ontsnappen aan de kritiek die in B.11 tot B.14 is geformuleerd."

Zoals het Arbitragehof onderstreept, is artikel 5, 2°, van de genoemde wet van 11 juli 1978 in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat het de hoedanigheid van representatieve vakorganisatie alleen verleent aan de erkende militaire vakorganisatie die het grootste aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst telt onder de "professionele" vakorganisaties.

De ontworpen wet komt echter niet tegemoet aan dat bezwaar, hoewel het de kern zelf van het vakbondsbestel bij het leger raakt.

Toen de gemachtigde officier daarover om uitleg is gevraagd, heeft hij de Raad van State een amendement gefaxt dat de Regering tijdens het debat over het voormelde voorontwerp van "programmawet" heeft ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers en dat ertoe strekt artikel 5 van de voornoemde wet van 11 juli 1978 te vervangen.

De nieuwe versie van artikel 5 heeft tot gevolg dat niet alleen erkende vakorganisaties die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die vertegenwoordigd is in de Nationale Arbeidsraad als representatief zullen worden beschouwd, maar ook de overige erkende vakorganisaties waarvan het aantal bijdrageplichtige leden in actieve dienst op zijn minst 5 % van de militairen in actieve dienst bij de krijgsmacht bedraagt. Uit de verantwoording van dat amendement komt duidelijk naar voren dat die wijziging tegemoet komt aan arrest nr. 70/2002 van het Arbitragehof, waarbij het de bedoeling is verscheidene "professionele" vakorganisaties als representatief te beschouwen, door ze niet alleen zitting te laten hebben in het onderhandelingscomité, maar ook in het hoog overlegcomité en het geschillencomité en door ze de prerogatieven te verlenen bedoeld in artikel 14 van de genoemde wet van 11 juli 1978. Er is echter voor een representativiteitsdrempel van 5 % gekozen om te voorkomen dat alle "professionele" vakorganisaties aanspraak zouden kunnen maken op prerogatieven die alleen voor representatieve vakorganisaties zijn weggelegd.

Gelet op dat aan de gang zijnde parlementaire debat moet rekening worden gehouden met die belangrijke wijziging bij het onderzoeken van het voorontwerp van wet.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 3

Artikel 4, § 3, van de genoemde wet van 11 juli 1978 wordt aangevuld met de precisering dat ook deskundigen deel kunnen uitmaken van de afvaardiging van de overheid. Er bestaat al een soortgelijke bepaling voor afvaardigingen van de

.../...

representatieve vakbonden. Artikel 4, § 2, tweede lid, van de genoemde wet van 11 juli 1978 bepaalt echter dat het aan de Koning staat om te bepalen op welke wijze en binnen welke grenzen die vakorganisaties zich tijdens onderhandelingen kunnen laten bijstaan door deskundigen naar keuze. Die machtiging van de Koning zou ook moeten worden toegepast wanneer het gaat om de deskundigen die de afvaardiging van de overheid begeleiden.

Zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, moet de ontworpen bepaling op dat punt worden aangevuld.

Artikel 4

Deze bepaling van het voorontwerp wijzigt artikel 5 van de genoemde wet van 11 juli 1978. Door deze bepaling wordt dat artikel echter minder sterk gewijzigd dan door het amendement dat de Regering heeft ingediend en dat in de algemene opmerking wordt vermeld.

Gelet op dat aan de gang zijnde parlementaire debat is de wijziging die het onderhavige voorontwerp in artikel 5 aanbrengt, onvolledig. Daaruit volgt dat aangezien de Raad van State geen definitieve tekst heeft gekregen, het artikel niet wordt onderzocht.

Artikelen 5 en 6

Bij artikel 5 van het voorontwerp wordt artikel 7 van de genoemde wet van 11 juli 1978 gewijzigd opdat het hoog overlegcomité bevoegd wordt voor de aangelegenheden opgenoemd in artikel 4 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. In de ontworpen bepaling wordt evenwel verduidelijkt dat die bevoegdheid alleen kan worden uitgeoefend in "de materies die de Koning bepaalt, (...) in de gevallen en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt".

Op een vraag om uitleg over de betekenis van die machtiging van de Koning, alsook over de machtiging vervat in artikel 6 van het voorontwerp, heeft de

.../...

gemachtigde officier geantwoord dat het hoog overlegcomité zich zal buigen over bepaalde maatregelen inzake welzijn en dat de basisoverlegcomités betrokken zullen zijn bij andere maatregelen. Zoals de gemachtigde officier heeft beklemtoond, houden de ontworpen wijzigingen in werkelijkheid nauw verband met een ontwerp van koninklijk besluit dat nog wordt uitgewerkt en dat betrekking heeft op de bijzondere maatregelen die overeenkomstig artikel 4, § 1, derde lid, van de genoemde wet van 4 augustus 1996 worden genomen om het welzijn van militairen te waarborgen.

Daarenboven heeft het overleg volgens artikel 7, § 1, van de genoemde wet van 11 juli 1978 alleen betrekking op ontwerpen van militair reglement; de maatregelen opgenoemd in artikel 4 van de voormelde wet van 4 augustus 1996 worden evenwel door de Koning vastgesteld. Bijgevolg rijst de vraag of over die koninklijke besluiten, die vaak een algemene strekking hebben, die alle werkgevers en werknemers aangaat, voorafgaandelijk zal moeten worden overlegd met de vakbonden binnen de krijgsmacht, aangezien de getroffen maatregelen van toepassing worden gemaakt op militairen. Bij de voormelde wet van 4 augustus 1996 is echter de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk opgericht, die onder meer bestaat uit vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties en vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties en die bevoegd is om advies te geven over alle maatregelen die bij de genoemde wet worden voorgeschreven.

De Raad van State vraagt zich derhalve af hoe de bepalingen van die wet bestaanbaar kunnen worden gemaakt met het ontworpen artikel 7 van de voornoemde wet van 11 juli 1978.

Artikel 7

1. In de ontworpen paragraaf 3bis, eerste en derde lid, moeten de woorden "een verzoekschrift" vervangen worden door het woord "beroep". De gemachtigde officier sluit zich daarbij aan.

2. De cijfers "15" en "60" moeten voluit in letters worden geschreven.

.../...

Artikel 8

Artikel 8 van het voorontwerp neemt de belangrijkste bepalingen van artikel 11 van de genoemde wet van 11 juli 1978 over, "met weglating van de mogelijkheid om in de beschouwde periode van 6 jaar een tussentijds onderzoek van de representativiteit aan te vragen".

Uit de bespreking van die bepaling blijkt :

"Deze wijziging is ingegeven door het feit dat de huidige bepaling toelaat dat ieder jaar een aanvraag tot onderzoek van de representativiteit wordt ingediend, terwijl uit de resultaten van de telling a posteriori blijkt dat er zich geen noemenswaardige veranderingen hebben voorgedaan wat betreft het aantal aangesloten leden, die een wijziging had kunnen veroorzaken ten aanzien van de vakorganisatie die als representatief beschouwd wordt.

Om te vermijden dat dergelijke niet te rechtvaardigen procedures worden opgestart, wordt deze bepaling daarom op de voorgestelde wijze veranderd".

De Raad van State vraagt zich evenwel af of het nog wel zin heeft om het "tussentijdse onderzoek" van de representativiteit weg te laten, gelet op de representativiteitsdrempel die wordt opgelegd in het voormelde amendement van de Regering waarbij artikel 5 van de genoemde wet van 11 juli 1978 wordt vervangen, aangezien die drempel is vastgesteld op 5 % van het aantal militairen dat bij de krijgsmacht in actieve dienst is.

Zulk een drempel houdt immers in dat gewoon erkende vakbonden binnen afzienbare tijd om een nieuwe telling zullen vragen om als representatieve vakorganisatie te worden erkend.

Bovendien kan het ook zijn dat de vakorganisaties die als representatieve organisaties zijn erkend, tijdens het tijdvak van zes jaar niet meer aan de 5 %-voorwaarde voldoen, maar niettemin de prerogatieven van de representatieve vakorganisaties behouden.

Artikel 10

1. Deze bepaling vervangt artikel 12, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 11 juli 1978, teneinde ervoor te zorgen dat ook vakorganisaties kunnen worden erkend die verbonden zijn met de vakorganisaties van de Belgische politiediensten, met vakbonden van openbare hulp- en veiligheidsdiensten, of met internationale verenigingen van vakorganisaties die de belangen verdedigen van buitenlandse militairen of gewezen buitenlandse militairen die, "door hun statuten, handelingen of programma geen inbreuk plegen op de principes van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden".

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden alleen in dat specifieke geval zou moeten worden nageleefd.

Zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, kan die voorwaarde een volwaardige voorwaarde voor de toekenning van de erkenning worden.

Die bepaling schrijft ook voor dat de voornoemde vakbonden hun statuten en de lijst van hun verantwoordelijke leiders moeten hebben bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

2. Op de vraag hoe vakbonden die nauw verbonden zijn met internationale verenigingen aan die voorwaarde moeten voldoen, heeft de gemachtigde officier uitgelegd dat alleen de statuten van de Belgische vakorganisatie in het Belgisch Staatsblad hoeven te worden bekendgemaakt. Het is evenwel de bedoeling dat de identiteit van de internationale vereniging en van haar leidinggevende leden kunnen worden nagegaan, alsook de activiteiten van die vereniging.

Zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, zou de ontworpen bepaling op dat punt zodanig moeten worden aangevuld dat de Belgische militaire overheid kan vragen dat de vakbond die om erkenning verzoekt, alle stukken indient die noodzakelijk zijn om de activiteiten van de internationale vereniging te kunnen onderzoeken.

Artikel 11

Bij deze bepaling worden wijzigingen aangebracht in artikel 14 van de genoemde wet van 11 juli 1978, onder meer door dat artikel aan te vullen met een onderdeel 5°. Op de vraag wat de machtiging van de Minister van Landsverdediging inhoudt, heeft de gemachtigde officier vermeld dat de Minister van Landsverdediging bevoegd is om de praktische voorschriften te geven volgens welke een representatieve vakorganisatie een artikel kan publiceren in een informatieorgaan van de krijgsmacht (aantal beschikbare regels, periodiciteit van de publicatie ...).

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt echter ook dat de Minister van Landsverdediging de inhoud van de artikelen moet kunnen controleren om ervoor te zorgen dat het periodiek een informatieblad blijft en niet voor oneigenlijke doeleinden wordt gebruikt.

Aangezien die aangelegenheid te maken heeft met vrijheid van meningsuiting, moet ze door de wetgever worden geregeld.

Artikel 11

In onderdeel 1° schrijve men : "(...) en onder voorbehoud van de toepassing van (...)".

Artikelen 12 en 13

Zie voorafgaande opmerking.

Slotopmerkingen
van wetgevingstechnische en taalkundige aard
in verband met de Nederlandse tekst van het ontwerp

Onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen die in dit advies zijn gemaakt, worden hierna bij wijze van voorbeeld een aantal tekstvoorstellen gedaan:

Artikel 1

Overeenkomstig de wetgevingstechniek schrijve men "als bedoeld in" in plaats van "bedoeld in".

Artikel 7

In het ontworpen artikel 10, § 3bis, tweede lid, schrijve men "kennisgeving" in plaats van "betekening" en in het derde lid "aanhangigmaking" in plaats van "vatting".

Artikel 11

In het ontworpen artikel 14, 2°, schrijve men "tests" in plaats van "proeven".

Artikel 12

Woordcombinaties met "syndicaal" moeten worden vermeden. Zie in dit verband ook artikel 2, tweede lid, van het ontwerp. Ook zou het correcter zijn de term "rechtspositioneel" te bezigen, in plaats van "statutair". Zie wat dit laatste betreft, Van Dale, GWNT, lemma "statutair".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme G. MARTOU, auditeur adjoint et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. G. MARTOU, adjunct-auditeur en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS